d'emporter telle partie des meubles dont elle avoit besoin, mais pas tous les dits meubles.

Cependant les Appellans ont poursuivi les Intimés dans la Cour du Banc du Roi aux Trois Rivières, le 8 Septembre dernier et ont conclu, 1°. A ce que le rapport des experts fut homologué.—2°. A ce que les Intimés fussent condamnés à leur payer trois quartier de la pension viagère.—3°. A leur livrer le cheval, le harnois, les voitures et tous les meubles pour en jouir à Montréal.—4°. Aux depens.

Les Intimés ont résisté à cette demande, par une Exception Péremptoire en en droit perpétuelle et une Défense au fonds en fait.

Par la première ils ont dit, 1°. que par la donation ils n'étoient tenus de fournir les meubles et effets aux Appellans que dans la maison donnée, aux Trois Rivières, et que le cheval, le harnois et les voitures n'étoient pareillement dûs qu'aux Trois Rivières.—2°. Qu'ils avoient acquiescé au rapport d'experts dont les Appellans demandèrent l'homologation.—3°. Qu'ils avoient offert un quartier de la pension viagère, £28 2 6, et l'avoit déposé en Cour.—Qu'ils avoient aussi offert *par bienveillance* aux Appellans ceux des dits meubles qu'ils voudroient choisir, et que les Appellans en avoient choisis plusieurs qu'ils retinrent sous clef.

Les Intimés nièrent tous les Allégués des Appellans par la défense au fonds en fait et les parties ayant procédé à l'enquête ont prouvé leurs allégués respectifs d'où résulte clairement,

1°. Que les Appellans n'ont droit aux meubles et au cheval, harnois et voitures qu'aux Trois Rivières et non à Montréal, telle étant leur convention.

2°. Que l'avis des experts étoit approuvé des deux parties d'une manière irréprochable et authentique avant l'institution de l'action.

3°. Que les Intimés n'avoient pas même refusé, mais avoient expressément accordé aux Appellans l'usage de tels meubles qu'ils voudroient choisir et qu'ils avoient choisis.

4°. Que les Appellans étoient *en demeure* de recevoir leur rente viagère à eux offerte à *déniers découverts* et déposée en Cour.

La demande des Appellans étoit évidemment dénuée de fondement, aussi a-t-elle été proscrite par le Jugement de la Cour Inférieure, du 30 de Septembre dernier et c'est ce Jugement dont est appel.

QUEBEC, 14 Novembre 1820.